

A. L'autorité de la chose jugée

Les MMA et AXA ont opposé l'autorité des décisions du Tribunal de Grande Instance de MEAUX du 29 juin 2000, du 17 janvier 2001 et 23 février 2012.

1) Sur le jugement du 29 juin 2000 :

C'est à tort que les MMA ont affirmé que cette décision du 29 juin 2000 a jugé la question de leur responsabilité civile à l'égard de SAPAR.

Il est écrit exactement l'inverse dans le jugement.

Contrairement à ce qu'affirme, avec aplomb, les MMA, à aucun moment dans sa décision du 29 juin 2000, le Tribunal aurait tranché la question de la responsabilité contractuelle des MMA dans ses relations avec son assuré à l'occasion de la gestion du sinistre dommage-ouvrage.

La restitution prononcée en juin 2000 est exclusive de toute appréciation d'une quelconque faute contractuelle.

Le Tribunal a ainsi constaté expressément :

« qu'il n'était pas saisi d'une demande reconventionnelle de SAPAR relative à la mise en jeu de la responsabilité contractuelle de la MMA pour insuffisance de diligence dans l'instruction du dossier et n'a donc pas à examiner ni la relation de causalité entre l'apparition de l'épidémie de listériose et la défectuosité des panneaux d'isolation ni à se prononcer sur le point de savoir si la lenteur alléguée de la MMA dans l'instruction du dossier est constitutive d'une faute en rapport avec le préjudice évoqué par la société SAPAR » [...]

« En réalité la question posée à la présente juridiction doit être traitée en trois points :

- Détermination de la qualité de la MMA lors du versement de la somme de F. 5.525.015, les parties s'accordant à dire que la provision initiale émane bien de l'assureur dommage ouvrage,**
- Possibilité de répéter les sommes versées par l'assureur en application des textes visés,**
- Le cas échéant, évaluation du quantum des sommes à reverser »**